

BURUNDI

Les élections ne seront pas reconnues

Reynders l'a dit :

«La Belgique ne pourra reconnaître les élections au Burundi.» Le vice-président, lui, a préféré quitter le pays et nous l'explique.

«**L**a Belgique ne pourra pas reconnaître le résultat des élections au Burundi», a indiqué le ministre des Affaires étrangères, Didier Reynders. Un «signal clair» salué jusque sur les bancs de l'opposition qui a appelé le gouvernement à être encore plus ferme et ne pas attendre l'Europe sur la question des droits de l'Homme.

Dans une déclaration lue devant la Chambre, Didier Reynders est actuellement en Chine, il poursuit : «*Les élections législatives du 29 juin et présidentielle du 15 juillet ne seront ni libres ni démocratiques et risquent de mettre en danger la paix civile*».

Pour le chef de la diplomatie belge : «*Le Burundi a besoin d'un président dont la légitimité est contestable, ce qui ne sera pas le cas. Il est impossible que les élections nationales et locales se dé-*

roulent de manière acceptable, d'autant plus après le boycott décidé par l'opposition.»

Le 2^e vice-président a quitté le pays

Auxquelles s'ajoutent les défections dans son propre camp. Le deuxième vice-président, Gervais Rufyikiri, explique avoir quitté le Burundi parce qu'il n'était «*plus capable de continuer à soutenir l'attitude du président de la République, sa volonté de conduire le peuple burundais sur la voie de l'illégalité*».

Professeur d'université, très apprécié de la communauté internationale pour sa rigueur, il a été président du Sénat lors du 1^{er} mandat de Nkurunziza de 2005 à 2010 avant de devenir 2^e vice-président en charge des affaires économiques après la réélection du chef de l'État, Gervais Rufyikiri dit avoir été «menacé» après ses prises de position contre une candidature du chef de l'État à la présidentielle du 15 juillet.

«Au Burundi, il y a des sourds»

Dans une lettre adressée au président, il a cette phrase superbe : «*Vous le dites assez souvent : "Mu Burundi hari intu-*

mva » (au Burundi, il y a des sourds). L'histoire risquera de vous classer en tête de liste de cette catégorie de Burundais si on considère comment vous avez tourné le dos à tous les acteurs tant de l'intérieur que de l'extérieur qui, d'une manière courtoise, vous ont adressé des messages vous conseillant d'abandonner votre ambition de briguer un troisième mandat anti-constitutionnel.»

En quittant le Burundi, M. Rufyikiri ajoute son nom à une longue liste d'opposants, journalistes, membres de la société civile ou frondeurs du parti au pouvoir (CNDD-FDD) sous le coup de menaces et contraints à l'exil.

Selon des proches, un autre ancien vice-président burundais, Bernard Busokoza a lui aussi fui en Belgique mercredi. Des rumeurs persistantes à Bujumbura font également état d'une possible défection du président de l'Assemblée nationale sortante, Pie Ntavyohanyima, ouvertement opposé au troisième mandat.

Pierre Nkurunziza, lui, a lancé sa campagne présidentielle à Busoni dans le nord-est du pays. Avec comme leitmotiv : «*Le pays se porte très bien.*» ■